

## DOCUMENT PUBLIC

# QUESTIONS RELATIVES À LA LOI DU 18 AVRIL 2020 VISANT A METTRE EN PLACE UN REGIME DE GARANTIE EN FAVEUR DE L'ECONOMIE LUXEMBOURGEOISE DANS LE CADRE DE LA PANDEMIE COVID 19

Le présent document reprend des questions soumises par l'ABBL au ministère de l'Economie et au ministère des Finances. Les réponses s'entendent comme un guide pratique à destination des banques. Seuls les textes de la Loi et de la Convention font foi.

## 1. Définitions

### 1.1. Jeune entreprise innovante

#### 1.1.1. Comment interpréter la définition de jeune entreprise innovante?

Il convient de se référer à l'article 8 de la loi modifiée du 17 mai 2017 applicable en la matière.

Ainsi, on entend par « jeune entreprise », au sens de l'article 8 de cette loi, toute entreprise qui remplit les critères suivants :

- constituer une petite entreprise (conformément à l'annexe I du règlement 651/2014) ;
- non cotée ;
- enregistrée depuis un maximum de cinq ans ;
- qui n'a pas repris l'activité d'une autre entreprise ;
- n'a pas encore distribué de bénéfices ; et
- n'est pas issue d'une concentration.

Par « innovante », on entend toute entreprise qui :

(i) est capable de démontrer, au moyen d'une évaluation effectuée par un expert externe, qu'elle développera, dans un avenir prévisible, des produits, services ou procédés neufs ou substantiellement améliorés par rapport à l'état de la technique dans le secteur considéré, et qui présentent un risque d'échec technologique ou industriel, ou

(ii) dont les dépenses de recherche et de développement représentent au moins 10 pour cent du total de ses coûts d'exploitation au cours d'une au moins des trois années précédant l'octroi de l'aide ou, dans le cas d'une jeune entreprise ou organisme de recherche privé sans historique financier, au cours de l'exercice courant, le chiffre étant certifié par un auditeur externe.

Certaines entreprises ayant déjà bénéficié d'une aide sur base l'article 8 de la loi modifiée du 17 mai 2017, elles peuvent facilement démontrer le respect de ce statut.

## **1.2. Entreprises en difficulté**

### **1.2.1. Comment interpréter les critères repris à l'article 2, paragraphe 18 du règlement (UE) n° 651/2014 en ce qui concerne la notion « d'entreprise en difficulté » ?**

Une entreprise qui peut être qualifiée d'entreprise en difficulté n'est pas éligible pour bénéficier d'une garantie étatique.

Par « entreprise en difficulté », on entend toute entreprise qui remplit au moins une des conditions suivantes :

- s'il s'agit d'une société à responsabilité limitée (s.à r.l., s.a., société en commandite par actions), autre qu'une PME en existence depuis moins de 3 ans, lorsque plus de la moitié de son capital social souscrit a disparu en raison des pertes accumulées. Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves conduit à un montant cumulé négatif qui excède la moitié du capital social souscrit ;
- s'il s'agit d'une société dont certains associés au moins ont une responsabilité illimitée pour les dettes de la société (la société en nom collectif, la société en commandite simple) autre qu'une PME en existence depuis moins de 3 ans, lorsque plus de la moitié des fonds propres, tels qu'ils sont inscrits dans les comptes de la société, a disparu en raison des pertes accumulées ;
- lorsque l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers ;
- lorsque l'entreprise a bénéficié d'une aide au sauvetage et n'a pas encore remboursé le prêt ou mis fin à la garantie, ou a bénéficié d'une aide à la restructuration et est toujours soumise à un plan de restructuration.
- dans le cas d'une grande entreprise, lorsque depuis les deux exercices précédents:
  1. le ratio emprunts/capitaux propres de l'entreprise est supérieur à 7,5; et
  2. le ratio de couverture des intérêts de l'entreprise, calculé sur la base de l'EBITDA, est inférieur à 1,0;

A titre d'information :

*A. Disparition du capital social :*

« Tel est le cas lorsque la déduction des pertes accumulées des réserves (et de tous les autres éléments généralement considérés comme relevant des fonds propres de la société) conduit à un montant cumulé négatif qui excède la moitié du capital social souscrit. » (cf. RGEC)

L'entreprise est considérée en difficulté si :  
(Réserves + Résultats accumulés) < - (Capital/2)

Où:

Réserves = Réserves + Acomptes sur dividendes + Subventions d'investissement en capital + Plus-values immunisées

Résultats accumulés = Résultats reportés + Résultat de l'exercice

Capital = Capital souscrit + Primes d'émission

*E.1 Ratio emprunts / Capitaux propres (pour grandes entreprises):*

L'entreprise est considérée en difficulté si, durant les 2 derniers exercices clôturés : (Emprunts/Capitaux Propres) > 7,5

Emprunts = Dettes financière et dettes assimilées ; [les créances relatives aux Comptes de tiers (classe 4) ne sont pas considérées (ex. autres créances, créance sur entreprises liées, créances fournisseurs, dettes fiscales et sociales...)].

Capitaux Propres = Capital + Primes d'émission + Réserves + Résultats + Acomptes sur dividendes + Subventions d'investissement en capital + Plus-values immunisées

**1.2.2. Est-ce qu'une jeune entreprise innovante peut être considérée comme une « entreprise en difficulté » au sens de la Loi ?**

Seules les PME en existence de moins de trois ans sont exclues de ce critère. A titre d'exemple, si une petite entreprise innovante en existence depuis deux ans est en difficultés au sens de la Loi, elle demeure néanmoins éligible.

**1.2.3. Le critère d'entreprise en difficulté s'apprécie-t-il au niveau de la seule requérante ou au niveau du groupe auquel elle appartient ?**

De manière générale, le critère d'entreprise en difficulté doit être respecté à la fois au niveau de la requérante qu'au niveau du groupe auquel elle appartient.

Les vérifications doivent donc également être effectuées au niveau du groupe en analysant les comptes consolidés. Si ces derniers font défaut, il est suggéré d'analyser la situation financière de chaque entité faisant partie du groupe. Lorsque l'entreprise requérante est en difficulté, mais le groupe auquel elle appartient ne l'est pas, elle peut être qualifiée d'entreprise qui n'est pas en difficulté.

En revanche, lorsque l'entreprise requérante se trouve en procédure de faillite, elle constitue une entreprise en difficulté, même si le reste du groupe ne fait pas l'objet d'une procédure de faillite.

**1.2.4. Quels sont les critères de la définition d'« entreprises en difficulté » qui s'appliquent aux grandes entreprises ?**

Tous les critères susvisés de la définition des « entreprises en difficulté » sont applicables aux grandes entreprises.

**1.2.5. Est-ce que la condition énoncée à l'article 2(18)(e) du règlement européen n°651/2014 est applicable aux seules grandes entreprises ?**

Oui. Il convient de noter si un des ratios en question n'est pas rempli pour une seule année, l'entreprise ne remplit pas cette condition. Il se peut toutefois qu'elle remplisse un des autres critères.

**1.2.6. Compte tenu du défaut de capital social au sens propre du terme, comment faut-il traiter les indépendants dans le contexte de la notion « d'entreprise en difficulté » ?**

Bien qu'un indépendant ne dispose pas à proprement parler d'un capital social, il peut néanmoins remplir une des autres conditions, à savoir « l'entreprise fait l'objet d'une procédure collective d'insolvabilité ou remplit, selon le droit national qui lui est applicable, les conditions de soumission à une procédure collective d'insolvabilité à la demande de ses créanciers, »

**1.3. Entreprises éligibles**

**1.3.1. Les associations et/ou fondations sont-elles éligibles sous la Loi pour bénéficier d'une garantie de l'État?**

En principe non, sauf si l'association ou la fondation dispose d'une autorisation d'établissement ou si elle tombe sous la définition d'indépendant tel que définie par la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu.

**1.3.2. Une société holding, avec code NACE 64.202 (SOPARFI), maison-mère d'un groupe d'entreprises d'exploitation luxembourgeoises, qui emprunte pour l'ensemble des sociétés du groupe, est-elle d'office exclue du bénéfice de la loi ?**

Oui. L'emprunt doit être fait au niveau et pour les besoins des entreprises exerçant une activité économique.

**1.3.3. Comment calculer les critères d'éligibilité pour des entreprises créées en 2019 pour lesquelles aucun bilan n'est encore disponible ?**

Si les comptes clôturés ne sont pas encore disponibles, alors le calcul se fait sur base des comptes provisoires, et le cas échéant, sur base d'une extrapolation des données comptables pour l'année en question. Compte tenu de la méthode de calcul qui repose généralement sur 25% du chiffre d'affaires réalisé au cours du dernier exercice fiscal, il revient à la banque d'analyser si d'autres mesures d'aides de l'Etat (par ex. avance remboursable, instrument de la SNCI) sont plus appropriées pour l'entreprise en question.

## Grande entreprise / moyenne entreprise / petite entreprise

### 1.4.1. Qu'est-ce qu'on entend par petite, moyenne ou grande entreprise au sens de la Loi ?

La définition sur la taille de l'entreprise repose sur la définition européenne qui se trouve dans l'annexe I du règlement 651/2014 (« règlement général d'exemption par catégorie - <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:32014R0651> ).

La Commission européenne met à disposition un guide pour la mise en œuvre de la définition : <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/79c0ce87-f4dc-11e6-8a35-01aa75ed71a1/language-fr>

De manière générale, on entend par petite et moyenne entreprise, toute entreprise, y compris le groupe dont elle fait partie, répond aux seuils suivants. Par conséquent, une entreprise qui dépasse les seuils relatifs à une entreprise moyenne constitue une grande entreprise :

Critère	Petite entreprise	Moyenne entreprise
Effectifs (unité de travail par an) <b>et</b>	< 50	< 250
Chiffre d'affaires annuel <b>ou</b>	< 10 millions €	< 50 millions €
Bilan annuel	< 10 millions €	< 43 millions €

En l'occurrence, le critère sur la taille de l'entreprise constitue un critère décisif, c'est-à-dire si l'entreprise en question dispose de plus de 50 effectifs (unité de travail par an) pour le dernier exercice fiscal clôturé (eg. 2019), elle constitue à priori une moyenne entreprise. Ceci est même le cas si ces données financières (eg. Chida et bilan) demeurent inférieures au seuil de 10m€ pour les deux dernières années.

En revanche, si une entreprise affiche un effectif de 20 (unité de travail par an), et un chiffre d'affaire inférieur à 10m€, mais un bilan annuel supérieur à 10m€ pour la dernière année fiscale clôturée, alors elle garde néanmoins le statut de petite entreprise.

Si l'entreprise dépasse tout juste les seuils indiqués pour le dernier exercice fiscal clôturé suite à une croissance de l'entreprise, il convient de vérifier si les seuils étaient déjà dépassés pour l'année précédente (eg. 2018). Si ce n'est pas le cas, l'entreprise continue à bénéficier du statut de taille qu'elle possédait à ce moment.

#### 1.4.2. Suffit-il de tenir compte de l'effectif et des données financières de l'entreprise requérante ?

Non. Il faut tenir compte non seulement des données relatives à l'entreprise requérante, mais aussi celles des entreprises partenaires (au pro rata) et liées (100%) auxquelles la requérante appartient éventuellement.

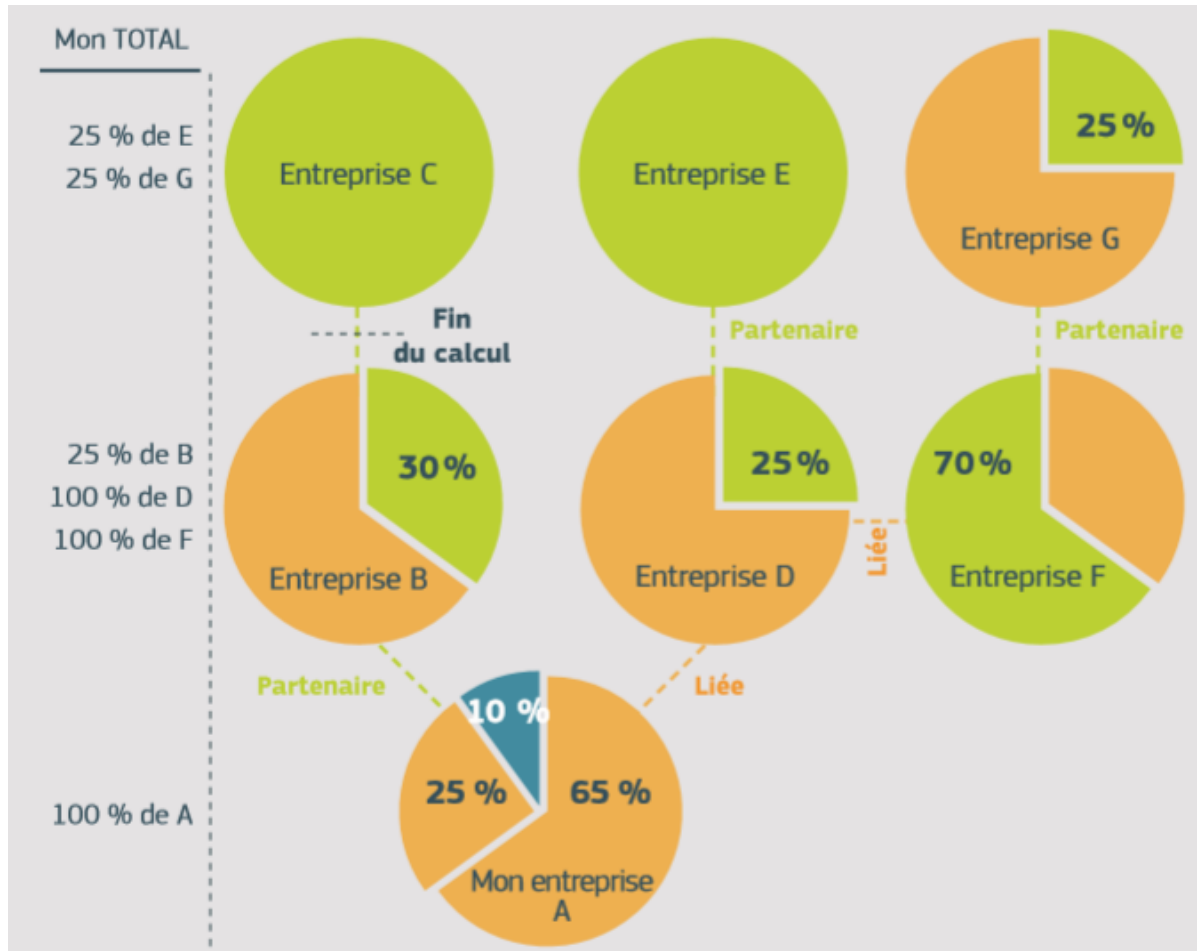
A cette fin il convient d'analyser si l'entreprise requérante constitue une entreprise autonome ou si elle entretient des relations avec des entreprises partenaires et/ou liées.

- Une entreprise est autonome :
  1. si elle est totalement indépendante, autrement dit si elle ne détient aucune participation dans d'autres entreprises et à si aucune autre entreprise ne possède de participation dans l'entreprise, ou ;
  2. si elle détient une participation de moins de 25 % du capital ou des droits de vote (le plus élevé des deux facteurs) d'une ou de plusieurs autres entreprises et/ou à si des tiers ne détiennent pas de participation de plus de 25 % du capital ou des droits de vote (le plus élevé des deux facteurs) de l'entreprise, ou ;
  3. si elle n'est pas liée à une autre entreprise à travers une personne physique au sens de l'article 3, paragraphe 3, de la définition sur une PME.
  
- Une entreprise est une entreprise partenaire :
  1. si l'entreprise détient une participation égale ou supérieure à 25 % du capital ou des droits de vote d'une autre entreprise et/ou une autre entreprise détient une participation égale ou supérieure à 25 % dans l'entreprise en question, et ;
  2. si l'entreprise n'est pas liée à une entreprise. Cela signifie, entre autres choses, que ses droits de vote dans l'autre entreprise (ou vice versa) n'excèdent pas 50 %.
  
- Deux entreprises ou plus sont liées lorsqu'elles entretiennent l'une des relations suivantes :
  1. une entreprise détient la majorité des droits de vote des actionnaires ou des associés d'une autre entreprise (>50%) ; ou,
  2. une entreprise a le droit de nommer ou de révoquer la majorité des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance d'une autre entreprise, ou ;
  3. une entreprise a le droit d'exercer une influence dominante sur une autre en vertu d'un contrat conclu avec celle-ci ou d'une clause des statuts de celle-ci, ou ;
  4. une entreprise est en mesure, en vertu d'un accord, de contrôler seule la majorité des droits de vote des actionnaires ou des associés d'une autre entreprise.

Dans le cas où une relation de ce type résulte de la participation d'une ou de plusieurs personnes physiques (agissant de concert), les entreprises concernées sont considérées comme liées si elles exercent leurs activités sur le même marché ou sur des marchés contigus

Des exemples sur la méthode de calcul peuvent être trouvés dans le guide de la Commission européenne relative à la définition PME : <https://op.europa.eu/fr/publication-detail/-/publication/79c0ce87-f4dc-11e6-8a35-01aa75ed71a1/language-fr>

Voici un exemple :



Source : Guide de l'utilisateur pour la définition des PME

Il convient de souligner qu'on ne tient pas compte de l'entreprise partenaire (entreprise C dans l'exemple ci-dessus) à une entreprise partenaire de la requérante. En revanche, on doit tenir compte de toutes les entreprises liées (entreprises D et F dans l'exemple ci-dessus).

Remarque générale : Il faut s'assurer d'avoir l'organigramme complet de l'entreprise requérante affichant l'ensemble de son actionariat et de ses participations. Ceci permet de détecter les éventuels liens qui existent, y compris ceux à travers un ou plusieurs personnes physiques agissant de concert dans le même marché ou marché contigu (eg. Si une personne physique détient plusieurs hôtels à 100%, alors il convient de tenir compte de l'ensemble des données financières des hôtels).



## **2. Portée**

### **2.1. Une banque peut-elle refuser d'accorder un crédit à un client éligible ?**

Cela reste une décision commerciale de la banque.

### **2.2. Est-ce que la banque peut valablement accorder, le cas échéant, un sursis à paiement ou report d'échéance sur un prêt garanti par l'État ?**

Oui. La garantie d'État ne devient pas caduque si la banque accorde un sursis à paiement ou report d'échéance en relation avec un prêt garanti par l'État.

### **3. Prêts éligibles**

#### **3.1. Un prêt accordé avant le 31/12/2020 peut-il être décaissé ultérieurement ?**

Le crédit doit être octroyé (mais pas nécessairement décaissé) et être notifié à la Trésorerie avant le 31/12/2020.

#### **3.2. Faut-il tirer la ligne de crédit entièrement avant le 31/12/2020 ?**

Non. La ligne de crédit ne doit pas être tirée en totalité avant le 31/12/2020.

La prime de garantie se calcule en tout état de cause sur base de la durée prévue et du montant maximal possible.

#### **3.3. La date du 31/12/2020 est-elle la date d'octroi du crédit ou celle où la garantie de l'Etat est accordée ?**

En vertu des règles sur les aides d'Etat, la date du 31/12/2020 est la dernière date possible pour l'accord de la garantie de l'Etat.

#### **3.4. Est-ce que le client peut demander une augmentation de son prêt après le 31/12/2020 ?**

Non, considérant que les conditions du prêt doivent être fixées avant le 31/12/2020.

#### **3.5. Est-ce que le client peut changer la maturité de son prêt (raccourcir ou allonger) après la date du 31/12/2020 ?**

Oui, tant que les conditions du prêt sont fixées avant le 31/12/2020.

## **4. Portée et modalités de la garantie**

### **4.1. Est-il possible de combiner un prêt bénéficiant de la garantie de l'État avec une garantie octroyée sous forme de « de minimis » ?**

Non. Il n'est pas possible qu'un prêt garanti par l'État profite en même temps d'une autre garantie de l'État, comme par exemple celle de la SNCI ou de l'Office du Ducroire.

La garantie de l'État n'est pas cumulable pour le même prêt avec d'autres mesures de garantie accordées par l'État y compris celles tombant sous le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis. L'entreprise peut néanmoins profiter des autres mesures d'aides mises en place dans le cadre du covid-19, telles que les indemnités (aussi « de minimis ») ou encore les avances remboursables.

### **4.2 La banque est-elle seule en charge de l'instruction du dossier de prêt éligible à une garantie étatique (notamment des éléments visés par l'article 4(4) de la Convention ?**

Oui. La banque applique sa procédure habituelle.

### **4.3. Comment la restitution éventuelle de la garantie s'opère-t-elle ?**

La restitution de l'aide en cas d'octroi illicite d'une aide vise à enlever tout élément d'aide dont l'entreprise a pu bénéficier afin de remédier à la distorsion de la concurrence qui a eu lieu au moment de l'octroi de la garantie. Seul le ministre ayant la Trésorerie de l'État dans ses attributions peut constater une incompatibilité avec la loi. Le cas échéant, le ministre informe l'entreprise et la banque de l'obligation de rembourser tout élément d'aide et ceci endéans un délai précis. Cette analyse doit se faire au cas par cas.

### **4.4. La garantie étatique est-elle exclusive de toute autre garantie ou sûreté que la banque pourrait être amenée constituer en relation avec le prêt garanti ?**

Non. La Loi comme la Convention n'interdisent pas aux banques participantes de prendre des garanties ou sûretés additionnelles en relation avec le prêt garanti, y compris sur la quotité du prêt faisant l'objet de la garantie (85%). Les banques sont donc libres de demander de telles garanties ou sûretés additionnelles, suivant leur examen de la demande de crédit soumise par l'entreprise demandant le prêt.

## **5. Général**

### **5.1 Quels sont les données qui sont susceptibles d'être échangées entre les banques et l'Etat et vice versa ?**

La Convention ne prévoit aucun échange de données entre les banques. Les banques communiquent les données visées à l'Annexe A de la convention à l'Etat. L'Etat pourra transmettre ces données à la banque concernée, pour les besoins de l'article 4(6) de la Loi.